

# **la nouvelle ACTION FRANÇAISE**

## **immigrés : quelle politique ?**

**éditorial par bertrand renouvin**

Quelques semaines après la signature de la « déclaration atlantique », les récents entretiens franco-allemands viennent confirmer l'infléchissement de la politique extérieure de la France. Après avoir signé une charte dont l'esprit est contraire à l'indépendance politique et militaire de la nation, la République giscardienne semble en effet se préparer à franchir une étape supplémentaire dans le processus de renoncement qu'elle a engagé.

Ainsi dans le domaine énergétique, il paraît pratiquement acquis que la France adhèrera au « groupe des Douze » constitué à Washington en février dernier. De même, on continue à s'interroger sur l'éventualité d'une participation de la France aux tra-

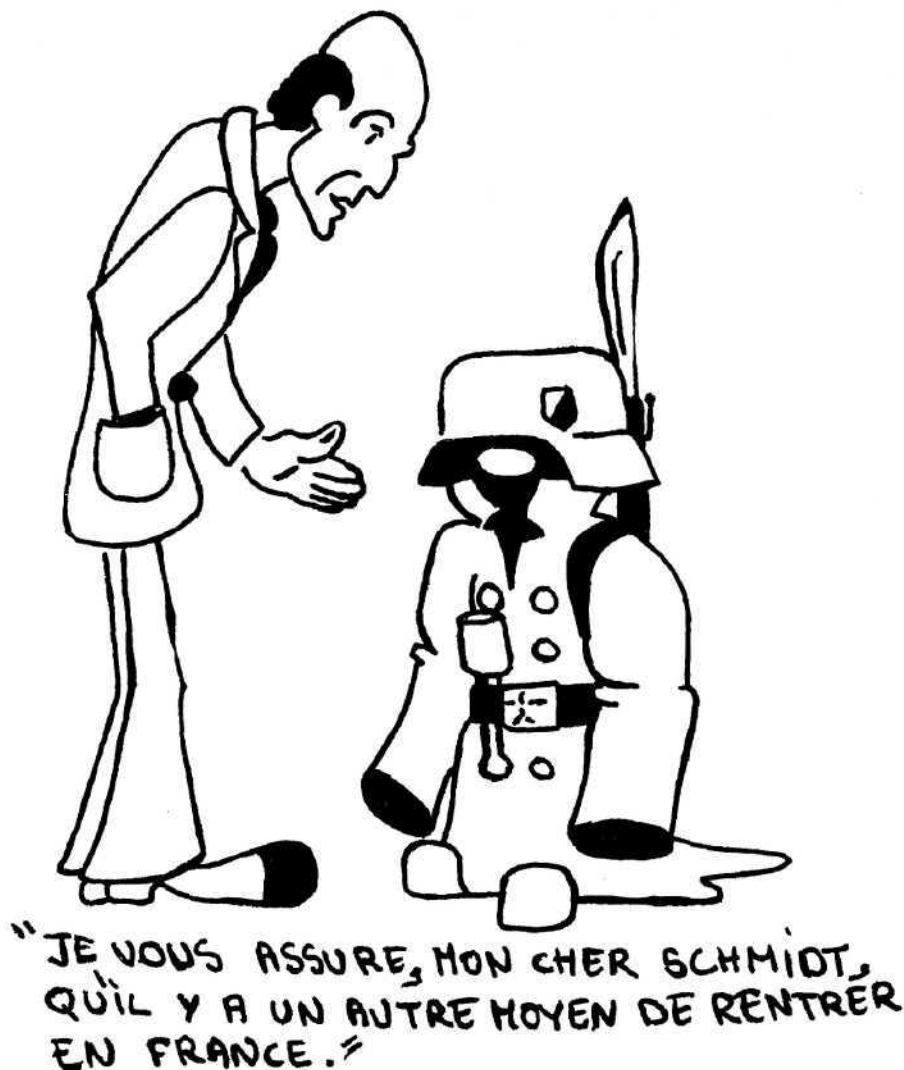
vaux de l'Eurogroup, malgré les dénégations de plus en plus molles des milieux autorisés. Nous trompons-nous quand, au cours de la campagne présidentielle, nous dénoncions l'atlantisme du candidat de la droite ?

Par contre, le Président de la République se montre extrêmement discret en matière d'intégration européenne. Certes, à Bonn, il a été question de l'Union européenne, prévue pour 1980, et de nobles phrases ont été prononcées sur l'alliance franco-allemande, « clef de voûte de la construction européenne ». En réalité, il ne s'agit là que d'un rite, tant il est vrai que la « construction européenne » s'effrite sur le plan économique, chaque pays prenant des mesures de sauvegarde pour pallier les effets de la

crise économique. Quant à l'intégration politique, toujours remise à plus tard, son caractère mythique apparaît de plus en plus clairement.

Il ne faut pas s'étonner de cette revanche des faits sur l'utopie. Mais il ne s'agit pas de sombrer dans un autre rêve, celui d'une Amérique fraternelle qu'il suffirait de rejoindre et d'imiter pour triompher des difficultés. Les Etats-Unis nous tendent les mains, sans aucun doute. Mais pour nous rendre captifs. Les laissons-nous faire ? On peut le craindre puisque, depuis près de deux mois, tout se passe comme si le Président de la République tenait à précipiter le processus d'abdication devant l'impérialisme américain.

Bertrand RENOUVIN



## beate klarsfeld en prison

Ainsi que plusieurs centaines de nazis, Kurt Lischka — ancien chef adjoint de la Gestapo à Paris et condamné à perpétuité par un tribunal français — est toujours en liberté. Par contre, Beate Klarsfeld vient de se voir infliger deux mois de prison ferme pour tentative d'enlèvement sur la personne de Lischka.

Telle est la justice allemande, qui condamne un porte-parole des victimes et laisse courir leurs assassins. Telle est la bonne volonté allemande, claironnée à tous vents mais d'une étrange lenteur puisque le Bundestag ne ratifiera pas « avant la fin de l'année » la convention franco-allemande sur les criminels de guerre... A moins qu'il ne suive les conseils du député libéral Achenbach, ancien conseiller politique à Paris sous l'Occupation, qui réclame une amnistie générale pour les nazis. Ceci au nom de l'amitié entre les peuples. Mais pour que la confiance soit, et pour que la confiance règne, il importe d'abord que tous les comptes soient soldés.

## le phénomène jackson

Le 1<sup>er</sup> juillet arrivait à Pékin le sénateur Jackson. Cette visite chez Mao peut paraître au premier abord insolite. Le sénateur n'est-il pas réputé chez lui comme anticommuniste, et qui plus est, farouchement opposé au rapprochement avec l'Union soviétique ? Sans doute. Mais Jackson, s'étant aperçu qu'il avait ce second point en commun avec les Chinois, a choisi de passer momentanément son anticommunisme sous silence.

Soixante-deux ans, en pleine ascension politique, celui que les Soviétiques nomment « le champion de la guerre froide » est un des rares qui, à Washington, ose s'en prendre ouvertement à Kissinger. Il y a seulement deux semaines, il prenait vivement à partie le secrétaire d'Etat, lui reprochant d'avoir accordé en 1972 des concessions secrètes aux soviétiques en matière de limitation des armements. C'est que le sénateur Jackson se montre très méfiant vis-à-vis de la politique de détente et de réduction des forces. Face à l'équipe Kissinger-Nixon selon laquelle il convient de prendre des risques calculés en espérant une coopération confiante basée sur la réciprocité des avantages, Jackson affirme : « s'il doit y avoir une vraie détente, il faut un mouvement de personnes et d'idées à travers les frontières internationales. »

C'est précisément cette exigence d'une plus grande liberté que les Russes jugent intolérable. Il est vrai que le nom du sénateur est en outre associé à l'amendement prévoyant qu'aucune concession commerciale (notamment la clause de la nation la plus favorisée) ne sera accordée aux Soviétiques tant qu'il n'auront pas libéralisé les conditions d'émigration des Juifs soviétiques, et tant que ceux qui ont fait une demande d'émigration seront soumis à des tracasseries et à des vexations. Ce que les Soviétiques jugent inacceptable : « Que diriez-vous si nous exigeons le règlement préalable du problème noir américain pour commercer avec vous ? » Ingérence dans les affaires intérieures ? Sans doute ! Telle était d'ailleurs l'opinion de Kissinger qui devait pourtant admettre il y a quinze jours que « ces pressions ont exercé une influence ». Cette concession du Secrétaire d'Etat semble donner raison à M. Jackson qui affirme que les Soviétiques ne « respectent que la fermeté et la dureté ».

Mais pourquoi ce voyage à Pékin ? Sans doute Henry Jackson s'est-il aperçu que c'est en

Chine qu'il pourrait trouver la plus grande compréhension quant à sa politique soviétique. Où donc est-on plus conscient du danger que représente l'Union soviétique, sinon à Pékin ? Quant à Mao, rien d'étonnant à ce qu'il reçoive le sénateur américain. N'avait-il pas déjà rencontré M. Heath, ex-Premier ministre britannique partisan de l'Europe (que les Chinois désirent ardemment voir s'opposer à l'U.R.S.S.) ? Dans le même ordre d'idées, n'est-ce pas à Pékin que l'on applaudit l'action de M. Strauss, chef de l'aile bavaroise de l'opposition ouest-allemande (fermement opposée à une détente trop rapide avec Moscou) ?

Ainsi, le voyage de Jackson à Pékin s'inscrit dans le cadre plus général de la recherche par les Chinois d'alliés potentiels, de responsables politiques (gouvernementaux ou d'opposition) partageant leur méfiance vis-à-vis de l'U.R.S.S. Le Kremlin n'a d'ailleurs pas tardé à réagir. Dans l'organe central du ministère de la Défense (1), l'agence Tass publie un communiqué condamnant les « conversations (des dirigeants Chinois) avec les représentants de l'aile d'extrême-droite de la bourgeoisie impérialiste. » « La Chine — souligne ce communiqué — développe en pratique ses relations avec les forces réactionnaires qui se montrent prêtes à une action conjointe sur le terrain de l'antisoviétisme et de l'antisocialisme ».

C'est un fait dont on s'inquiète beaucoup à Moscou, d'autant que l'on parle de plus en plus de Jackson comme candidat démocrate probable dans la prochaine course pour la Maison-Blanche. Mais qui se souvient encore que Nixon était, avant son accession à la présidence, l'une des personnalités politiques les plus hostiles à l'U.R.S.S. ?

Youri ALEXANDROV

(1) Krasnaya Zvezda, 7 juillet 1974.

# crise économique et indépendance nationale

● Pour pallier les effets de la crise économique, doit-on se mettre sous la coupe des investisseurs étrangers ?

L'époque où un taux d'inflation de 7 % par an apparaissait comme le maximum supportable par un pays est bien révolue, sinon très lointaine ! Aujourd'hui on se réjouit de ce que le taux de hausse de l'indice des prix de détail n'atteint que 1,2 % en mai (environ 14 % par an) contre 1,6 % en avril. Certes la décélération est sensible dans le secteur des produits manufacturés (+ 1,8 % en avril, + 1,2 % en mai) mais le **refroidissement** de l'économie, notion chère à M. Fourcade, reste très relatif. Ainsi, en rythme annuel, la hausse des prix de détail prend des proportions inimaginables il y a quelque temps : + 17 %, sur la base des trois derniers mois de l'année.

Pourtant la note est à l'optimisme. Les experts de l'O.C.D.E., réunis à Paris le 24 juin, prévoient une baisse généralisée de l'inflation au cours du premier semestre 1975. Il est vrai que le coût des matières premières a légèrement diminué depuis deux mois et que l'économie française semble avoir pratiquement épongé les effets directs de la crise pétrolière tandis que sa monnaie retrouve une relative vigueur sur les marchés des changes.

## ECONOMIES EN FAILLITE

Doit-on pour autant prendre ce léger mieux pour un signe de guérison complète ? Ce serait faire preuve d'une légèreté coupable. L'inflation, la hausse de l'énergie, celle des matières premières, la crise latente des marchés financiers internationaux incitent à la prudence la plupart des pays industrialisés qui, peu à peu, reconsidèrent leurs relations économiques avec l'extérieur. La Grande-Bretagne demande la renégociation de son adhésion au Marché Commun, l'Italie abandonne les règles communautaires et limite fortement certaines importations. L'Allemagne déclare ne pas vouloir faire les frais des difficultés internes de ses voisins et partenaires commerciaux.

Pour la France, la marge de manœuvre est relativement étroite. Combiné aux désordres monétaires internationaux, le relèvement drastique du prix du pétrole brut importé a non seulement encouragé et développé la tendance inflationniste de son économie, mais aussi déséquilibré totalement son commerce extérieur. Depuis le début de l'année le déficit de la balance commerciale s'accroît, chaque mois, de 2 milliards de francs. Pour l'année 1974 on avance un montant déficitaire de 30 milliards de francs, soit un écart d'environ 37 milliards de francs par rapport à 1973, année excédentaire.

Cette énorme ponction sur la substance de notre pays peut signifier à terme la faillite de notre économie. Pour certains — et ils sont nombreux — l'assimilation de la France à une entreprise permet de développer ce raisonnement. Si à la clôture des comptes d'une entreprise leur solde se révèle négatif, il faut soit puiser dans les réserves, soit avoir recours au crédit. Lorsque la situation se prolonge la faillite survient inéluctablement. Mais les réserves ne sont pas toujours monnayables, et

rarement inépuisables. Mais le crédit n'est pas gratuit : il augmente les coûts — accélérant ainsi le processus de dégradation — et accroît la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, avec ses risques et ses humiliations. Pour payer ses fournisseurs l'entreprise peut aussi — et c'est son premier réflexe — chercher de nouveaux clients. Un tel raisonnement est appliqué à la France par l'équipe gouvernementale actuelle.

## EXPORTATIONS ET INVESTISSEMENTS ETRANGERS

On exhibe la vieille panoplie hétéroclite de mesures fiscales franchement publicitaires et de mesures sociales plus ou moins apaisantes ; on ajoute un encadrement resserré et sélectif du crédit, en promettant de l'aide aux entreprises en difficulté. Ce qui permettra d'accroître le champ d'intervention de l'administration puisque cette aide sera accordée aux entreprises dont la gestion sera reconnue « saine » (sur quels critères ?). Bref on attend de ces contraintes nouvelles un ralentissement de l'inflation d'origine interne. Dans le même temps on engage les entreprises à fournir un important effort d'exportation afin de procurer à l'économie les devises dont elle a tant besoin pour payer ses importations de pétrole.

Mais développer des exportations compétitives n'est pas chose aisée actuellement. Car tous les pays industrialisés cherchent à pousser leurs exportations, tous sont à des degrés divers confrontés au problème du renchérissement des importations de pétrole. A chaque nouvel effort français correspond un effort de l'un de ses concurrents commerciaux. Les marchés disponibles sont généralement marginaux et l'implantation ne peut être que superficielle, fragile, extrêmement coûteuse au regard de l'investissement consenti. Il apparaît clairement que la limitation de la consommation interne ne se traduit pas automatiquement par une augmentation proportionnelle des exportations.

Alors, toujours dans l'espoir d'étancher notre soif de devises, on encourage à nouveau les investissements étrangers. **Politique à courte vue** qui hypothèque fortement l'avenir de notre économie. Un exemple concret, emprunté à l'expérience d'un pays voisin, rappelle que l'accueil d'investissements étrangers, dont l'effet est souvent bénéfique dans un premier temps (1) est lourd de **conséquences négatives** pour l'avenir. Que les relations économiques internationales subissent des crises (monétaire, énergétique) et la tendance au repliement devient une règle de base dans la stratégie des firmes multinationales. Ainsi, on apprend que la firme TOTAL a décidé de ne plus approvisionner en pétrole brut le marché italien en raison du bas niveau des prix des produits finis autorisés par le gouvernement. Les filiales de TOTAL en Italie couvrent environ 7 % du marché italien. Cette mesure très logique au regard de la stratégie mondiale de la firme, n'est pas exceptionnelle en soi. Mais elle pénalise une économie à un moment particulièrement difficile pour elle.

## LE CARCAN PETROLIER

En France on assiste actuellement à une offensive généralisée des « pétroliers » pour obtenir du gouvernement un relèvement des prix pétroliers, et on laisse entendre que tel ou tel « pétrolier » américain pourrait lui aussi refuser d'approvisionner le marché français jugé non rentable depuis un an. Cette situation, prévisible, laisse sans possibilités de riposte les pays concernés. Elle devrait surtout inciter à la réflexion sur le problème des investissements étrangers, sur la dépendance vis-à-vis des pays tiers qu'ils entraînent.

Au-delà, si l'on admet l'espace d'un instant l'assimilation d'un pays à une entreprise, force est de constater que lorsque certains de ses fournisseurs augmentent leurs prix elle peut d'abord essayer d'en changer. Elle doit ensuite œuvrer au maximum pour devenir son propre fournisseur. Mais cette assimilation est dangereuse, même si elle fournit la clé de certains problèmes.

Les solutions économiques sont peut-être les plus simples à définir sinon à mettre en œuvre avec succès. Puissance industrielle certaine, mais récente, et dont la crise pétrolière révèle l'extrême fragilité, la France connaît également un climat social tendu, une dilution des responsabilités sociales proportionnelle à l'emprise de l'administration, et surtout l'absence d'imagination proprement politique. Ainsi, pour se dégager du carcan pétrolier, notre pays semble prêt à mettre en jeu son indépendance, retrouvant demain un autre problème « pétrolier », un autre carcan encore plus insupportable.

P. D'AYMERIES

1) Ainsi que tente de le démontrer un récent rapport de la DATAR auquel on accorde une étonnante publicité.

## BROCHURE

**Bertrand Renouvin :  
campagne pour  
un projet royaliste**

**Tous les textes de la candidature de  
Bertrand Renouvin pendant les élections  
présidentielles.**

### PRIX

1 ex. prix franco : 4 F  
5 ex. prix franco : 12 F  
10 ex. prix franco : 25 F  
30 ex. prix franco : 75 F  
50 ex. prix franco : 110 F

# travailleurs immigrés

# quatre millions

● Alors qu'un secrétariat d'Etat à l'immigration vient d'être fondé et que le gouvernement décide d'arrêter provisoirement l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés en France, il est nécessaire de réfléchir au problème posé par la présence parmi nous de quatre millions de déracinés.

Ils sont différents. Aussi ne les accepte-t-on pas. Différence de peau et de langage, bien sûr, mais aussi de coutumes, et de culture. C'est que « ces gens-là » viennent d'ailleurs, ce qui est suffisant pour provoquer la xénophobie, ou le racisme. D'un ailleurs si lointain, d'un monde si étranger à celui que nous connaissons dans les pays industriels, que le nouveau venu ne comprend ni la ville, ni les bureaux, ni la paperasse, ni le travail qu'on lui fait faire — quand on lui en donne.

« Ces gens-là », qui ont besoin de nous autant que nous avons besoin d'eux, ne vivent pas, ne raisonnent pas, ne prient pas, ne mangent pas, n'accouchent pas comme nous. Autant de raisons qui semblent suffisantes pour qu'on les rejette de la cité, pour qu'on les confine dans les tâches les plus humbles et les plus éprouvantes, quand on n'affirme pas à cor et à cris que « ces gens-là » n'ont qu'à rentrer chez eux. Tel est bien le racisme, qui naît d'un refus de la différence, et qui se nourrit de « rumeurs » analogues à celles qu'Edgar Morin analysait à Orléans, ville tranquille brusquement bouleversée, il y a quelques années, par une vague d'antisémitisme : de même que les commerçants israélites d'Orléans étaient accusés de faire disparaître les jeunes filles, de même les Africains et les Arabes sont censés violer, tuer, et porter les maladies les plus terribles, la peste par exemple !

Ainsi ces refus bien nets et ces rumeurs, aussi tenaces que non fondées, placent les travailleurs immigrés dans une situation pire que celle qui était faite au prolétariat du XIX<sup>e</sup> siècle. Non seulement on les exploite, mais leur inadapation psychologique, technique et affective les met, plus sûrement encore que les travailleurs français ou anglais de la première révolution industrielle, en dehors de la cité.

## UN LUMPEN PROLETARIAT

Exploités, les travailleurs immigrés le sont d'abord sur le plan financier, autant par leurs patrons que par des lois qui ne sont pas faites pour eux : ils parviennent difficilement à toucher leurs allocations-chômage, et très rarement une retraite puisqu'ils rentrent dans leur pays avant l'âge légal de la cessation de travail. En cas de décès, leurs héritiers restés à l'étranger n'ont droit à aucune indemnité.

De même, dans les entreprises qui les emploient, on profite parfois de leur ignorance pour leur verser un salaire qui ne correspond pas à leur qualification, ou pour ne pas payer leurs heures supplémentaires... ou pour ne pas les payer du tout. Ne connaissant pas la loi, refusant souvent de s'inscrire dans un syndicat comme ces Portugais qui ne voulaient pas être taxés de « subversifs » lors de leur retour au pays, ils sont la proie rêvée des entrepreneurs indécents. D'autant plus que les immigrés témoignent d'une passivité certaine sur le plan syndical et politique. D'abord parce qu'ils se satisfont souvent d'un salaire qui, même misérable de notre point de vue, leur permet de faire vivre leur famille restée au pays ou d'y rentrer muni d'un petit pécule. Ensuite parce qu'ils craignent le retrait de leur carte de travail et l'expulsion hors de France.

Ils viennent donc en France pour gagner un argent qu'on leur accorde le plus chichement possible. Mais si beaucoup se satisfont des bas salaires qu'on leur consent, est-ce une

raison pour leur faire d'intolérables conditions de vie ? On le sait : incendies et asphyxies dans les bidonvilles ou les meublés témoignent d'une situation inhumaine. C'est qu'il manque, actuellement, 45 000 logements en Cités de transit et 60 000 lits dans les foyers. Sans oublier que ces Cités de transit, chères et soumises à la dictature du gérant, ne disposent que rarement des installations médicales et sociales prévues dans les textes et sont en outre vouées au surpeuplement et à une dégradation matérielle rapide, tant les constructions sont de mauvaises qualité.

Certes, il existe des cités-modèles. Mais si peu ! Restent les bidonvilles, où les enfants sont dévorés par les rats, les foyers où il est interdit de recevoir un ami, les baraques des chantiers où l'hygiène est des plus sommaire et le confort inexistant. Et les hôtels garnis des « marchands de sommeil ». Situation intolérable, mais que l'administration tolère par impuissance. Situation inhumaine, profondément humiliante, qui accentue le déracinement et le caractère marginal de l'existence des travailleurs immigrés.

## LE DERACINEMENT

L'homme déraciné. Le titre du remarquable ouvrage de Catherine Valabrègue (1) dit parfaitement la condition de l'étranger qui vient travailler en France. Sans doute, comme l'auteur le remarque, convient-il de nuancer. Car les travailleurs immigrés ne répondent pas à une définition unique, le degré de déracinement étant fonction de l'origine géographique de l'immi-

## bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (\*)

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Année de naissance : .....

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1<sup>ER</sup>

# s de déracinés

grant : un madrilène, un Turc de Smyrne ou d'Istanbul, connaissant déjà les conditions de la vie moderne, s'adaptent plus facilement qu'un campagnard. Mais l'Africain, le Maghrébin, le Monténégrin ? Ils sont transplantés sans étape aucune du village à la mégapole, du champ à l'usine, ils sont projetés hors de leur communauté dans la solitude, hors de l'existence familiale dans le célibat forcé.

On a peine à imaginer le choc que provoque ce transfert d'une société dans une autre, on pourrait presque dire d'un temps dans un autre temps. Il est sensible, en tout cas, à travers les accidents du travail, qui frappent les immigrés dans une proportion incomparablement plus forte que les travailleurs nationaux (2), et dans le taux de tuberculose, trois ou peut-être cinq fois plus élevé chez les étrangers que chez Français. On sait moins que ces travailleurs, qui arrivent en bonne santé contrairement à ce que dit la rumeur raciste, sont victimes d'ulcères et de névroses. Ainsi, s'ils « encombrent » nos hôpitaux, comme on le répète à satiété, c'est parce qu'ils ne sont pas préparés à subir notre vie, notre travail — déjà dur pour un O.S. de chez nous —, et la rupture d'avec leur milieu et leur culture traditionnels.

La maladie ou l'accident menacent donc les immigrés, et sont sources de nouveaux traumatismes psychologiques. Encore plus isolés dans l'hôpital que dans la ville, ils ne savent pas se faire comprendre, et ne comprennent pas comment (et parfois pourquoi) on les soigne, tandis que leur alimentation ou leur loi religieuse (ablutions, plats interdits) posent des problèmes.

Certains, sans doute, parviennent à faire venir leur famille, rompant ainsi leur solitude. Ce qui ne va d'ailleurs pas sans poser de nouveaux problèmes : l'incompréhension naît vite entre le mari qui a pris certaines habitudes du pays qui l'emploie et la femme fraîchement débarquée de son village. D'autant plus que, par fidélité aux coutumes de son pays, le mari empêche souvent sa femme de s'insérer — en suivant des cours d'alphabétisation ou simplement en sortant de chez elle — dans un nouveau cadre social. Sans oublier les enfants, ballottés entre deux cultures, victimes de la pauvreté, de la malnutrition et des conditions d'habitat, qui obtiennent rarement de bons succès scolaires. D'autant plus qu'ils sont généralement rejetés par leurs camarades de classe, et parfois difficilement compris par le corps enseignant.

Enfants écartelés, familles disloquées, travailleurs victimes de tout et de tous, les migrants constituent donc un **lumpen-prolétariat** que la société exploite sans vergogne, sans jamais — ou bien rarement — leur témoigner la moindre amitié. Ne constituent-ils pas la preuve vivante des carences et des échecs du système industriel ? Foule solitaire, perdue au milieu des bureaux, des papiers, des machines et des cités, bien utile cependant au fonctionnement de l'économie, elle n'a droit qu'aux conditions minimales qui lui permettent d'entretenir sa force de travail : car pourquoi se soucierait-on des conditions matérielles et de la qualité de vie de travailleurs qui ne sont ni des électeurs, ni des consommateurs, ni des syndiqués susceptibles de faire connaître leur malheur ?

Sans doute les pouvoirs publics, soucieux de ne pas ternir « l'image de marque » de la

« société France », ont-ils consenti quelque effort. Et les organismes privés multiplient leurs tentatives pour pallier autant que possible l'injustice, la misère et la solitude. On parle d'adaptation, voire d'intégration. Encore faut-il savoir ce que cela signifie, et ce que cela implique.

## QUELLE INTEGRATION ?

Sur les quatre millions d'étrangers qui travaillent dans notre pays, on estime que la moitié est analphabète. D'autre part, 75 % des immigrés sont manœuvres ou ouvriers spécialisés. C'est dire que l'effort doit être considérable, tant sur le plan des connaissances de base indispensables à la vie quotidienne que sur le plan de la formation professionnelle.

Pour répondre à ces différents objectifs, on a proposé (3) un plan d'insertion dans la vie économique et sociale qui se déroulerait en trois étapes :

- faire atteindre aux immigrés un « seuil minimum d'adaptabilité » qui leur permettrait de s'exprimer en français d'une façon suffisante pour demander son chemin, faire ses achats, opérer un minimum de démarches, de se reconnaître en tous lieux (postes, métro, etc.), de comprendre son bulletin de paye ainsi que les diverses règles (de sécurité, notamment) qui régissent une entreprise ;

- permettre ensuite une véritable « adaptation » par l'acquisition plus large du français, un développement des connaissances de base nécessaires à la vie quotidienne, et une préformation professionnelle ;

- aboutir à un « perfectionnement » tendant à améliorer la qualification des travailleurs, élément essentiel si l'on veut (ultérieurement) aider de façon intelligente au démarrage économique des pays sous-développés.

Ces différents objectifs d'alphabétisation, d'adaptation et de formation sont d'une évidente nécessité. Encore faut-il remarquer que ce plan est presque exclusivement conçu en fonction de l'intégration économique des travailleurs immigrés.

Reste l'aspect essentiel du problème qui est au sens large du terme, d'aide sociale. Car les mesures évoquées plus haut ne sont certainement pas de taille à résoudre les problèmes psychologiques, culturels, familiaux, qui affectent l'ensemble des travailleurs immigrés. Si ceux-ci ne sont pas préparés, autrement que par les récits quelque peu idylliques de ceux qui sont revenus au pays, au choc qu'occasionne la société industrielle, s'ils demeurent solitaires dans la cité, s'ils deviennent des hommes écartelés entre deux cultures, la politique de l'immigration aura-t-elle réussi ?

D'où la nécessité, en France, d'une représentation avec le pays de départ, qui devrait par des cours (de langue comme de « vie quotidienne »), préparer les futurs immigrés à affronter leur nouvelle vie.

D'où la nécessité, en France, d'une représentation des immigrés dans les organismes d'aide sociale. D'où, surtout, la nécessité d'une orga-

nisation communautaire de la vie des immigrés, afin qu'ils conservent un lien avec leur pays et qu'ils bénéficient de la solidarité et de l'amitié des autres immigrés. Proposition qui va, bien sûr, à l'encontre d'une politique d'intégration, mais qui répond à l'attitude actuelle de la majorité des immigrants : à l'encontre des Italiens et des Polonais de l'entre-deux-guerres — d'ailleurs proches de la France sur le plan culturel — les Africains, Maghrébins ou Turcs que nous accueillons aujourd'hui ne souhaitent pas s'installer définitivement sur le territoire national. La plupart cherchent à amasser le plus d'argent possible pour acheter, de retour au pays natal, les terres ou le bateau qui leur permettront d'échapper à la misère. Il s'agit donc de leur donner l'argent et la qualification qu'ils attendent, en échange du service qu'ils rendent à l'économie nationale, et même si la réciprocité de services ne se traduit pas, pour nous, par un bénéfice quantifiable (ce pourrait être un des aspects d'une économie de don, qui devrait être appliquée à l'égard du tiers monde).

Il faut en outre que nos hôtes de passage puissent bénéficier des lois normales de l'hospitalité. Or il ne fait pas de doute que les réactions xénophobes ou franchement racistes d'une partie de la population française ne la prédisposent pas au respect de la solidarité humaine. La situation faite aux harkis témoigne de ce rejet, en même temps que de l'indifférence des pouvoirs publics. Le problème de l'accueil — au sens non-administratif du terme — des travailleurs immigrés est donc insurmontable pour le moment, aussi gênante cette constatation soit-elle. C'est donc entre eux, par eux, que doivent se résoudre les délicats problèmes du passage d'un monde dans un autre. Entre eux, cela signifie que l'assistance médicale, juridique, religieuse, sociale doit pouvoir être assurée pour l'essentiel par des compatriotes.

Politique hardie, voire révolutionnaire, qui suppose un effort considérable dans le domaine du logement, de la formation professionnelle, de la coopération avec le tiers monde, de l'éducation enfin des habitants du pays d'accueil. Car rien ne serait plus insurmontable, pour une communauté immigrée, que d'exister au milieu d'un monde hostile. Politique onéreuse, mais dont les conséquences bénéfiques ne peuvent se comptabiliser. Mais politique qui ne résoudra pas tous les problèmes de l'immigration, dont certains demeureront insurmontables : celui de la confrontation brusque à un monde radicalement nouveau, malgré tout ce qui peut être fait pour atténuer le choc ; celui de l'intégration pour qui la désire, mais qui ne peut quitter son ancienne culture sans déchirement profond ; celui de la société de consommation qui fascine le nouveau venu mais le tient en dehors d'elle.

Cette société-là sera toujours un « scandale », pour nous moins que pour les immigrés, qui sont les victimes les plus « exemplaires » de ses carences, de ses failles et de ses contradictions. Si leur souffrance pouvait être une leçon, et si cette leçon nous amenait, en tentant d'atténuer leur souffrance, à mettre en cause cette société-là ?

Yves LANDEVENNEC

(1) *Mercur* de France.  
(2) *Revue Personnel*, février 1973.  
(3) *Idem*.

# naf-forum

**Les deux articles que nous avons consacrés à l'Iran nous ont valu des réactions — parfois très vives — de certains de nos lecteurs. Nous publions aujourd'hui des extraits de deux de ces lettres.**

« J'apprécie vos éditoriaux, le sentiment national et l'analyse généralement juste qui les inspire. Tout allait bien jusqu'à votre dernier n° 166... Selon vous le fascisme n'est plus le fascisme s'il est monarchique et héréditaire, il est grand comme Richelieu pour qui « la fin justifiait toujours les moyens » !

A titre de documentation vous pourriez apprendre certaines choses :

— d'abord que le coup d'Etat de 1920, qui a amené un ancien palefrenier devenu officier, Pahlevi, à supplanter la famille des Kadjars (traditionnellement anti-britannique, sauf rares exceptions) a été mené de A jusqu'à Z par les Britanniques. Depuis ce temps, mis à part l'intermède Mossadegh (un Kadjar lui, qui mériterait d'être comparé à Richelieu ou à de Gaulle), l'Iran est aux mains des successeurs de l'Empire britannique, à savoir Washington.

1) L'armée est intégralement gouvernée par des conseillers du Pentagone. Votre allusion à l'affaire kurde ne manque pas de piquant quand on sait que l'Irak actuel est notre ami et allié et que les Kurdes de Barzani font appel à Israël et à la C.I.A. pour récupérer les puits de Kirkouk qui alimentent les réservoirs de la C.F.P. !

2) La police secrète et omnipotente (la seule officielle) ou Savak est à 100 % composée d'Israéliens ou de séides de cette obédience (il est impossible d'accéder à quelque poste de la fonction publique, ou de faire quelque commerce sans « collaborer » avec la Savak c'est-à-dire dénoncer. D'où le mutisme et l'ambiguïté du sourire qui voltige sur le visage des Iraniens. Cela c'est la participation.

3) Toute l'industrie est américaine. Vous pouvez décoller un collant écrit en perse pour découvrir la marque d'origine : General Electric ou I.T.T., etc.

4) Le monopole de l'opium appartient au Shah, les petits pains qui sont vendus sous contrôle aux drogués inscrits, portent le sceau du Shah. Mais la bonne société préfère l'héroïne, plus propre, plus expéditive et plus « moderne ». Les vrais propriétaires sont souvent américains.

5) La culture (musique, peinture, poésie) traditionnelle est honnie, persécutée et tournée en dérision, car les structures par lesquelles elle s'est propagée au cours des siècles échappent au contrôle politique « à la moderne ». Or le peuple est à 98 % profondément attaché à cette culture, surtout à sa musique traditionnelle. La T.V. officielle se charge d'occidentaliser les masses. Bleustein-Blanchet y aura bientôt sa succursale.

6) L'Iran du Shah est devenu progressivement le fer de lance américain, anti-arabe, anti-européen dans cette partie du monde. Et le marché de 22 milliards a pour but essentiel de nous rendre « chantables », car dans ce marché, beaucoup est promis, peu est versé. Suivez donc cette affaire...

7) Le Shah déteste la France (la Shabanou, c'est différent, aimerait assez notre pays). Il parle un excellent français mais William Pitt aussi parlait un excellent français, Frédéric II de Prusse aussi, le Tsar Paul I<sup>er</sup> aussi.

Je pourrais en rajouter, mais à quoi bon ! En fait quoi d'étonnant à ce que le Shah trouve une oreille complaisante chez M. Valéry Giscard d'Estaing ou chez M. Helmut Schmidt ? Il s'agit de gens qui participent d'un même monde, d'un même état d'esprit, fort éloigné de la démocratie directe à la capétienne (...).

Il ne suffit pas d'être couronné pour avoir toutes les vertus...

M. L. (Paris)

**Un autre lecteur parisien, M. P.R., nous écrit à son tour :**

« On peut dire beaucoup de choses fausses et irréfléchies sous couvert de sentiments monarchistes et à ce sujet les deux derniers numéros de la N.A.F. traitant de la visite du Shah d'Iran sont instructifs. Ce n'est pas parce qu'un pays se dit monarchiste qu'il est bon pour la cause française. Les communistes d'Hanoi sont, en l'occurrence, plus « français » que le Shah d'Iran entièrement attaché à l'impérialisme américain, ennemi déclaré du monde arabe et singulièrement de l'Irak qui demeure, ne l'oubliez pas, la pierre angulaire du système énergétique, commercial, et stratégique de notre pays à l'est de Suez. Qu'à un article dithyrambique sur l'Iran la N.A.F. ajoute une référence à l'appel de M. Bedir Khan en faveur des Kurdes est d'autant plus gênant que le drame kurde est entretenu à la fois par les services sionistes, iraniens et anglo-saxons (...).

La politique orientale est complexe, extrêmement difficile à interpréter, c'est vrai. Mais dans le cas des Kurdes et de l'Iran le choix est clair. Il est grotesque de comparer le Shah à Louis XIV et à Richelieu. Il est stupéfiant de faire du docteur Arsandjani un réformateur progressiste du monde agricole. Un proche avenir vous révélera l'ampleur du désastre iranien dont le régime ne peut être comparé qu'à celui de Saïgon, ou du Pnom-Penh « républicain » de Lon Nol. Soyez donc logique avec vous-même et après avoir salué le malheureux Allende n'allez pas encenser le Shah, l'allié de son bourreau américain et agent de l'I.T.T. (...).

## maurras et bernanos

(suite de la page 8)

● Arthez dans la N.A.F., justement critique à propos des « maîtres » de la contre-révolution. Souvent quel souffle court ! Quel humanisme petit-bourgeois... Bernanos avait quelque raison de s'indigner d'un manque d'altitude spirituelle. Ce qui est fort dans l'affaire, c'est que cet air vicié ne pouvait convenir au Maurras essentiel. Si la quête maurrassienne a un sens, considérée dans toute son ampleur, elle va dans le sens de Dante. Bernanos, bien sûr, se trompait à propos de Maurras. Mais il y avait des prétextes pour écrire que dans « cette âme douloureuse et fermée », « la plaie tarie depuis l'enfance, ne semble plus capable de donner une goutte de sang ». On n'a pas le droit d'écrire ces choses-là.

Il est vrai qu'une certaine tendresse peut se manifester dans la plus âpre dureté, le fer qui veut faire rejaillir les eaux vives.

La pensée de Maurras, et l'esprit maurrassien, distinction pertinente. Ce dernier, « caricature bourgeoise et académique de l'esprit totalitaire ».

Si l'on ne retient de la pensée maurrassienne que sa part pragmatique, si on laisse le reste auquel le pragmatisme est soumis et subordonné, cela vous donne ces « petits mufles réalistes ». Drôle de réalisme ! Pétrifié ? Pétrificateur ? Totalitaire. Cet autre reproche, certainement pertinent lui aussi : ne plus parler qu'au conditionnel passé : on aurait pu, on aurait dû.

● L'immense ennui du monde moderne. Bernanos compare cela au collège. C'est pire ! Il y a de mauvais livres dans les pupitres. Etonnez-vous. On fait des révolutions ? Nos vacances ! L'obsession du collège chez Bernanos ! Le ressentiment contre l'humanisme et le prêtre humaniste. Quel portrait ! Du plus profond de moi, j'applaudis. Mauvais élève ? Non, je regarde avec amitié le temps de mes versions latines et grecques. Avec le temps, le grec a pris la primauté. Toujours la question de l'*humanitas*. Jusqu'où la haussons-nous ? Jusqu'au mystère trinitaire ? J'ajoute tout de suite que pas un de

mes professeurs prêtres, ne ressemblait à l'affreux portrait de Bernanos. Le Christ exhaussait tout jusqu'à lui. Je ne proteste pas que c'est une caricature ? C'est parce que cela a pu être vrai. Une certaine éducation jésuite, par exemple. La preuve, l'éducation religieuse de Stendhal qui lui donnera la haine du prêtre. Stendhal justifie les pires sarcasmes de Bernanos contre un christianisme mièvre, rance, juste milieu, « réaliste », confit dans un spiritualisme pâle alors que les mythes naissent, l'idolâtrie s'annonce.

● L'enfance. Chez Maurras et Bernanos, lumineuse. Chez Sartre gâtée. D'un côté, le souvenir d'un amour, don de soi, gratuité. De l'autre, l'expérience précoce de l'idolâtrie qui cache l'amour de soi, l'attendrissement qui est attendrissement sur soi. L'enfant idole est le clown. Le jour où il rate son numéro, il découvre la vanité, s'affaisse sur lui. Le voilà oiseau blessé, dégoûté des autres, de lui-même. Et l'enfance devient odieux babillage.

# rendez-vous cet été

## les aubiers

Le camp de formation organisé par la N.A.F. aura pour cadre cette année le centre de la Bretagne, en bordure de la forêt de Paimpont, dans notre « université de campagne » de la rue des Aubiers.

Il se tiendra du dimanche 1<sup>er</sup> au mercredi 11 septembre.

Ces dates ont été choisies pour permettre au plus grand nombre de participer et de se préparer pour être efficaces dès la rentrée.

Après la campagne présidentielle de Bertrand Renouvin et l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, il n'est pas besoin d'insister sur la dimension nouvelle du combat de la N.A.F. ni sur les chances que les royalistes pourront saisir lors des crises qui ne manqueront pas de survenir.

Dans une ambiance détendue et amicale, nous réfléchirons ensemble sous la direction de Gérard Leclerc. Pendant dix jours, des militants plus anciens vous aideront dans les différentes activités : groupes de discussion, travail personnel, sérigraphie, rédaction de tracts, usage d'une ronéo, etc.

Une documentation et des bulletins d'inscription sont à votre disposition.

**Prix du camp : 180 F tout compris pour les inscriptions parvenues avant le 1<sup>er</sup> août.** 210 F après cette date.

NE TARDEZ PAS A NOUS ENVOYER VOTRE INSCRIPTION, C'EST URGENT !

## agde

Du 25 juillet au 9 août, ce camp de propagande royaliste est un camp « ouvert », une base fixe où chacun est libre de se rendre quand il veut et de participer à un certain nombre d'activités depuis les activités classiques de propagande jusqu'à celles qui requièrent plus d'imagination. A Agde l'imagination sera au pouvoir...

Le camp se tiendra au Camping « Mer et Soleil », route de Rochelongue (à 3 km d'Agde Ville vers la plage de Rochelongue sur la droite). Pour toute la durée du camp, il sera demandé une participation de 125 F couvrant l'ensemble des frais généraux du camp, les petits déjeuners, ainsi que 5 repas collectifs les soirs d'animation. Pour les autres repas, les campeurs pourront se procurer sur place vin et nourriture à des prix intéressants. La participation pour les campeurs de passage sera de 10 F par jour.

**Le Camping Mer Soleil vous attend**

**près de la plage de Rochelongue  
34 - AGDE**

## naf "spécial vacances"

Pas de vacances pour les nafistes ! Cette année encore, la période des congés sera pour l'équipe de la **naf-hebdo** l'occasion d'un travail acharné. Il s'agit :

- d'écrire des livres (trois ouvrages sont actuellement en cours de rédaction) ;
- de préparer le camp des Aubiers ;
- d'imaginer un hebdomadaire amélioré tant sur le fond que sur la forme.

Pour toutes ces raisons, la **naf-hebdo** ne paraîtra pas pendant le mois d'août. Mais vous la retrouverez dès le début du mois de septembre.

En attendant, nous ferons paraître fin juillet un **numéro spécial de 16 pages**, spécialement conçu pour une diffusion massive auprès d'un public nouveau.

Il est essentiel que militants et sympathisants **se mobilisent** pour organiser la vente de ce numéro.

**Tarif :**  
1 ex. : 3 F  
5 ex. : 11 F  
10 ex. : 20 F  
50 ex. : 75 F  
100 ex. : 120 F

## affiches

Une affiche deux couleurs de format 60 x 80 est disponible.

Elle a été spécialement conçue pour faire connaître l'hebdo et le Projet Royaliste.

**Tarif :**  
10 ex. : 5 F (franco 7 F)  
50 ex. : 22 F (franco 28 F)  
100 ex. : 42 F (franco 50 F)  
500 ex. : 190 F (franco 230 F)

## auto-collants

De format 8 x 11 cm cet autocollant est disponible au **tarif** suivant :

50 ex. : 5 F (franco 6 F)  
100 ex. : 8 F (franco 10 F)  
500 ex. : 30 F (franco 33 F)

Commandes (accompagnées de leur règlement) à la NAF, 17, rue des Petits-Champs, 75001 - Paris - CCP 642-31 Paris.

## tee-shirt

**« Révolution royaliste »  
3 tailles - Franco 23 F**

**I.P.N.  
B.P. 558  
75026 Paris Cedex 01  
C.C.P. La Source 33 537-41**

naf 168 - 17 juillet 1974 - p. 7

**NOM :**  
**Prénom :**  
**Adresse :**  
**Ville :**  
**Code postal :**  
• **désire recevoir une documentation sur les camps de vacances.**

• **est plus spécialement intéressé par :**

- le camp de formation de septembre
- le camp de propagande d'Agde.

**A retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.**

## la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.  
17, rue des Petits-Champs - Paris (1<sup>er</sup>)  
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F  
Abonnement un an : 55 F  
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31  
Directeur de la publication :  
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress  
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10<sup>e</sup>)

## UN AUTRE MAURRAS : SOUSCRIPTEURS ATTENTION !

Le livre de Gérard Leclerc : « Un autre Maurras » paraîtra dans les derniers jours de juillet.

Compte tenu des délais postaux il ne parviendra aux souscripteurs que dans la première semaine du mois d'août.

Pour éviter que des envois ne s'égarer, indiquez-nous l'adresse exacte où il doit être expédié (si cette adresse est différente de celle portée sur votre bulletin de souscription) ou bien faites-nous savoir si vous souhaitez que votre exemplaire ne soit envoyé qu'au mois de septembre.

Ecrire à : I.P.N. - Diffusion B.P. 558.  
75026 - Paris. Cédex 01.

# maurras et bernanos

Il y a environ un an, j'écrivais pour la n.a.f. un long article sur Georges Bernanos, ce royaliste ! J'avais été aiguillonné par une étude de Michel Winock parue dans la revue *Esprit* et dont le but était d'opposer Maurras à l'auteur des *Grands Cimetières*. C'était l'occasion de préciser la nature du royalisme de Bernanos, qui n'était pas tout à fait celui de Maurras. Mais il y a tant de demeures dans la maison du roi ! Pourtant, dans ma rapidité à répondre à Winock, j'avais été trop superficiel, laissant de côté une très réelle opposition développée durant de longues années.

Ayant relu Bernanos dans les derniers mois en transcrivant au fur et à mesure mes impressions et mes réflexions, je me décide à les rassembler pour nos lecteurs. On verra que j'y aborde les problèmes de front, sans craindre d'affirmer ce qui entre les pensées des deux royalistes paraît irréductiblement contraire. Nous avons affaire à des polémistes qui avaient l'invective facile. Et l'invective souvent frôle l'injustice ou l'assume délibérément. Quand je lis Bernanos dans les enfants humiliés, écrivant de Maurras un homme qui a refusé une fois pour toutes la grande aventure de la Rédemption, je suis blessé au plus profond de moi-même, je m'insurge ! Personne n'a le droit de proférer des choses pareilles. C'était faire preuve par ailleurs d'une étrange méconnaissance de son ancien maître. Il fallait pourtant qu'une pareille haine pour s'exprimer en de

tels accents, résultât d'un bien grand amour.

Quoi qu'il en soit, au-delà des polémiques, des injures, deux maîtres poursuivent en moi leur dialogue désaccordé et pourtant rassemblé dans un même élan de vérité. A son terme, je découvre l'accord profond, la nécessaire conjonction de deux ordres, de deux soucis. Et cet accord nullement arbitraire, me paraît fondamental. Si les deux ordres et les deux soucis, parfois inégalement développés par l'un et l'autre mais malgré tout sans cesse implicitement présents au mouvement de leurs pensées, ne se retrouvaient pas, il n'y aurait aucun espoir, aucune chance pour la civilisation.

La réconciliation que j'opère ne résulte donc pas seulement d'une admiration et d'un attachement. Elle s'inscrit dans notre œuvre de restauration intellectuelle, préalable à l'œuvre proprement politique. Nous avons besoin et de Maurras et de Bernanos. De Péguy, d'autres encore, pour que la France continue, fidèle à son âme, à ses vraies traditions, son génie des renouveaux, cette puissance révolutionnaire qui est fidélité créatrice...

Voici donc ces quelques notes mises bout à bout, écrites au fil de la plume au cours des lectures parfois très espacées. Le genre a le mérite de la spontanéité, s'il souffre d'un manque d'achèvement.

Gérard LECLERC

● Cette question de la dictature de Franco et de la chrétienté est au centre du débat entre l'A.F. et Bernanos. Dans son introduction aux *Essais et écrits de combat* à la Pléiade, Michel Estève a raison de dire que 1936 est plus fondamental que 1932 (affaire Coty). « J'en ai assez de tous ces mensonges ! On maudit l'idole totalitaire à Berlin, on la tolère à Rome, on l'exalte à Burgos. »

Parmi les reproches de Bernanos à Maurras, il y a bien des injustices. Mais il y a tout de même des intuitions fulgurantes qui expliquent pourquoi la monarchie est liée dans l'esprit de beaucoup au totalitarisme. Par exemple, ce passage de *Nous autres Français* : « Les Français qui suivent M. Maurras, ou ceux, bien plus nombreux, qui le suivent derrière des politiciens qui ne le valent pas, exploitent ses haines et sa renommée, se moquent bien des distinctions pertinentes du Dictionnaire politique. Ils crient : Vive Mussolini, vive Franco, s'ils ne crient pas encore vive Hitler ! Pour des milliers d'ouvriers et de paysans français, monarchie égale dictature ; un monarchiste est un type dans le genre de Franco. Le plus grand service que l'on pouvait rendre à la démocratie était bien de favoriser cette équivoque. Grâce à M. Maurras, la démocratie s'empare sans coup férir des positions tenues par la monarchie française depuis des siècles. »

Franco est encore là. Mais il y a eu depuis les colonels grecs, Pinochet. L'antithèse de la monarchie française !

● La Croisade... Pour un saint Louis, combien d'imposteurs ? Il faut relire les *Grands cimetières sous la lune*. Cette « croisade » n'a pas fait un chrétien de plus, mais elle a massacré quantité d'innocents. — Oui, mais comme les rouges ! — Oui, comme les rouges !

● Chez Bernanos, la dérision du « réalisme ».

Ce réalisme-là est du cynisme, du « machiavélisme » mesquin. Faut-il donc être idéaliste ? non. Prendre la mesure des choses ne signifie pas en prendre son parti. Le réalisme au service des combinards, des hommes d'action, des saints, cela vous donne de la combine, une grande œuvre, la perfection de l'amour. Le réalisme comme masque de l'incurie. Mais l'esprit est fait pour bouleverser le réel, soulever la matière inerte. Ce qui ne veut pas dire brutaliser le réel ou faire du vent.

● Quel est cet âne qui rédige la notice de *Scandale de la vérité* ? L'Eglise, pour Maurras, serait le gendarme spirituel de l'Etat monarchique ? Chez les prétendus bernanosiens, l'honneur n'a pas peur d'insulter la vérité. Mais Bernanos lui-même ? Pourquoi traite-t-il son ancien maître de machiavélien ? Pourquoi le traite-t-il de munichois ? Si Maurras, comme citoyen ne fut pas l'honneur de la cité, l'honneur existe-t-il ? Un tel homme, disait Péguy ! Vouloir mettre les chances, les moyens dans son camp avant d'aller à la guerre, est-ce du cynisme ? ou simplement du bon sens ? L'honneur, cela ne consiste pas à mener son peuple au carnage. En tout cas, chez Maurras il n'y eut jamais ce lâche soulagement qui est synonyme d'esprit de Munich.

Pour que Bernanos soit aussi scandaleusement injuste avec son ancien maître, à ce point où l'invective est inadmissible, où il se met à la place de Dieu, faut-il qu'il soit touché, déçu par lui.

● Le désespoir, une sottise pour Maurras ! Oui certes, mais comme un tel principe est un acte de foi... Là Bernanos est aveugle pour ne pas voir comment « ce grand blessé du mystère et de l'infini » (dixit Thibon) a lutté contre le désespoir et le doute. « Pour être tenté du désespoir, il faudrait d'abord avoir aimé ». Comme

si l'homme qui s'est engagé en politique comme on entre en religion n'avait pas aimé au point de tout donner. Le signe le plus frappant que Bernanos s'est complètement trompé avec Maurras, je le vois dans l'histoire des « obsèques nationales » décrites dans les *Grands cimetières*, reprises dans *Scandale de la vérité*. Non, Maurras n'a pas eu droit aux obsèques nationales et aux vingt mille borniols. Le vieil homme a terminé sa vie sous la bure des prisons et il a eu les funérailles d'un proscrit.

● Bernanos incontestablement a un vif sentiment du tragique de l'existence et de l'histoire. A l'opposé de Maurras, et de son réalisme rationaliste, dont le principe dissimulé est qu'en politique il suffit de finasser ?

La raison de Maurras vient de Grèce. Les Grecs ont inventé la tragédie. Avant Socrate, disait Nietzsche. La raison a-t-elle aboli vraiment la tragédie ? Chez Maurras le tragique serait-il absent ? Il est trop évident que non ; dans son âme confrontée au scandale du mal ! Mais en politique ? Ne laisse-t-il pas croire qu'il suffit d'un bon usage des lois du corps social ? Il y a là, peut-être, une mauvaise querelle. L'homme politique est l'homme des grands moyens, élaborés par la raison, appliqués avec sagesse et prudence. Qu'il se trouve face à des puissances démoniaques n'empêche pas qu'il doive toujours compter sur ces moyens. Face à Hitler, une armée qui ne soit point défaite en quelques semaines. Relire les pages admirables de Pierre Boutang sur politique et tragédie : les deux manières d'affronter la menace de dissolution de la cité, celle du politique et celle du poète... « Ceux en qui le souci politique est un soin, qui l'affrontent dans le présent immédiat, peuvent se donner pour tâche « la moindre mesure » lorsque le déchaînement est réalisé... le souci politique peut se manifester comme « réalisme prochain », sans reconnaître l'enveloppement de la catastrophe universelle. » Ceci pour le politique.

Et le poète : « Le poète, au contraire, peut parier à sa manière pour l'être et la mesure, en imaginant l'amplitude de l'oscillation, mais en maintenant l'espérance dans une sérénité et un ordre qui se retrouveront au détour du destin... »

Machiavel ! Incompréhensible hors de son temps ! Imposer un minimum de mesure au milieu de la démesure, un minimum d'ordre chez les brigands. Cette moindre « sagesse » est encore une sagesse. Face à la tragédie de l'Europe investie par l'hitlérisme, Maurras est à la recherche de la mesure du possible, il veut au moins maintenir l'existence de la France. Bernanos, en visionnaire, mesure l'oscillation du malheur et fait entendre la voix de l'Espérance. Mais son souci, s'il devenait soin ! Cela tournerait à la catastrophe. Il faut pourtant que le souci continue à chanter dans le soin avec l'espérance d'un retour à la justice. Parce que sinon, c'est la trahison, la collaboration.

● Dans *Nous autres Français*, quelle haine pour Rome, surtout pour l'homme romain ! Voilà un beau sujet de querelle avec Gabriel Matzneff et feu Montherlant. Peuple de constructeurs, d'organiseurs, de juristes ! l'*humanitas* est honorée par les Romains. Mais il leur manque de la placer assez haut. La contemplation, l'amour mystique, la haute spéculation, il leur manque tout cela qu'ont la Grèce et l'hellénisme (voir l'analyse de Heidegger sur le *contemplari* latin et son décalage avec le *theorein* grec).